

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

- 5 AOUT 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Lucile GIOVANNETTI
04 72 61 37 79
lucile.giovannetti@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur;*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-8 et R. 512-33 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5ème de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 autorisant la société EUROMETAL FINANCEMENT, dans son établissement situé 9, boulevard Monge à MEYZIEU à exploiter un centre de regroupement, transit et tri de métaux ferreux et non-ferreux, de déchets industriels banals et de déchets industriels spéciaux ;

VU le récépissé délivré le 12 juin 2006 à la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT concernant le changement de raison sociale de la société EUROMETAL FINANCEMENT ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 8 juillet 2014 en application des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 8 juillet 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

.../...

CONSIDERANT que les informations recueillies sur les conditions actuelles d'exploitation du site de la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT fixé 9, boulevard Monge à MEYZIEU, a permis à l'inspection des installations classées de faire les constatations suivantes :

- ♦ une extension des activités (volume et surface) sur le périmètre initialement autorisé a été réalisée, alors même que ce projet d'extension, objet d'un dossier de demande d'autorisation présenté en juin 2006, a été retiré par l'exploitant en août 2007 (dossier qui n'a pas été « réactivé » contrairement à ses engagements) ;
- ♦ l'emprise géographique du site a été étendue sur un terrain limitrophe, extension évaluée à 14 900 m2 environ ;
- ♦ de nouveaux bâtiments et de nouvelles aires de stockage ont été créés sur l'ensemble du site ;
(dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement susvisé) ;
- ♦ l'exploitant n'a pas transmis de proposition concernant le montant des garanties financières associées aux installations qu'il exploite sur le site en question (dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 visé ci-dessus) ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il est établi que la société EUROMETAL DEVELOPPEMENT ne respecte pas l'intégralité des dispositions qui lui sont applicables et notamment, celles fixées par les dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisés ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède, qu'il convient de demander à la société EUROMETAL de se conformer à l'ensemble de ces dispositions ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société EUROMETAL DEVELOPPEMENT dont les installations sont situées 9, boulevard Monge à MEYZIEU, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisés, selon les modalités suivantes :

. dans le délai de deux mois, transmettre une proposition concernant le montant des garanties financières associées aux installations qu'elle exploite à l'adresse précitée ;

. dans le délai de trois mois, de porter à connaissance les augmentations des surfaces et des volumes des installations autorisées sur le site en question, ainsi que l'ensemble des modifications apportées à ce dernier, à ses aménagements, à son organisation, à ses activités et à ses capacités de stockage avec tous les éléments d'appréciation, le dossier en question devant comprendre une étude d'impact et de dangers réalisées conformément à l'article R. 512-6 du code de l'environnement, ainsi que les plans des limites d'exploitation et des aménagements actuels.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

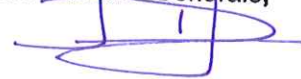
ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- ♦ au maire de MEYZIEU,
- ♦ à l'exploitant.

Lyon, le - 5 AOUT 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID

